

Immigration, neutralité carbone, développement, pouvoir d'achat, efficacité énergétique, sobriété

Le seul moyen honorable d'atténuer une pression migratoire qui se fera de plus en plus forte est d'agir pour que les habitants des pays en développement, notamment les jeunes, préfèrent former et réaliser leurs projets chez eux plutôt que chez nous. Ils ont besoin d'infrastructures et d'énergie. Ils donneront la priorité aux formes d'énergie qu'ils seront en mesure de payer. Les pays de l'OCDE ayant décidé de ne plus consommer d'énergie fossile, celle-ci sera sans doute à bon prix et ces pays émettront du CO₂.

Pour limiter la hausse de température à 2 °C, il faudra ramener à zéro avant la fin du siècle les émissions de CO₂ dues à l'activité humaine. En France, quand les réacteurs nucléaires actuels auront été remplacés nombre pour nombre par d'autres plus puissants, nous éviterons de consommer de l'énergie fossile sans trop d'éoliennes ou de photovoltaïque et *sans que cela coûte trop cher*. Ce pourrait être en 2060 ou 2070. En 2050, avec les mêmes capacités éolienne et photovoltaïque et moins de nucléaire, les émissions de CO₂ seraient encore de quelques dizaines de millions de tonnes par an.

Serait-ce aussi grave qu'on nous le dit ? Pour éviter ces émissions dès 2050, il faudrait dépenser 15 à 20 milliards d'euros par an de plus (25 à 30 milliards par an de plus en travaux d'économie d'énergie et 10 milliards de moins en production d'énergie). Avec le tiers de cette dépense, on pourra contribuer à éviter tout autant d'émissions de CO₂ en aidant au financement, en Afrique, de réseaux locaux d'électricité solaire par dizaines de milliers et de réacteurs nucléaires adaptés à ces pays. Les deux autres tiers de cette dépense, 10 milliards par an, seront laissés aux ménages français, qui en feront l'usage qu'ils voudront.

Or dans les centaines de pages des « futurs énergétiques » de RTE ou des « transitions » de l'ADEME ou encore dans celles du récent rapport de la Cour des Comptes sur l'énergie, on ne voit rien de tel. Il n'est pas étonnant que les programmes de tous les candidats à l'élection présidentielle se plient à cette injonction de neutralité carbone *dès 2050* alors que le CO₂ se rit des frontières et qu'il y a tellement mieux à faire. Il suffirait de considérer *la somme des émissions* venant de France et de pays avec lesquels elle mènerait une action conjointe contre les émissions de CO₂ pour se rendre compte que l'efficacité commande de parvenir à la neutralité carbone *ensemble et en même temps*.

Il serait de l'intérêt de la France de consacrer au moins 5 milliards d'euros par an en Afrique pour rendre possible le financement de moyens de production d'électricité sans émission de CO₂. Cela ne veut certes pas dire qu'une telle coopération entre la France et quelques pays d'Afrique serait aisée à mettre en place. Plusieurs tentatives ont échoué ou piétinent. Mais les avantages que l'on peut en attendre, bien au-delà de l'efficacité de la lutte contre les émissions, sont tels qu'il faudrait en moins l'étudier sans avoir peur des sommes en jeu, 50 % du montant actuel de l'aide au développement.

Ne faudrait-il donc pas avoir *une vue globale* - incluant l'immigration et le développement, la neutralité carbone, le pouvoir d'achat et la présence de la France dans le monde - pour évaluer le niveau de contraintes d'efficacité énergétique et de sobriété que l'Etat pourra légitimement nous imposer ?

Pour le débat, deux outils, récemment complétés :

1- Pour construire **un tableau de consommation d'énergie** par type d'énergie et d'utilisation - [c'est ici](#)

Les principales hypothèses à introduire : la disponibilité en biomasse ; l'évolution des besoins de chaleur du bâtiment ; l'évolution de la mobilité sur route et en avion ; la part du chauffage électrique ; le taux d'électrification du transport ; la consommation d'hydrogène par l'industrie et le transport. Le tableur calcule la consommation d'électricité et la production de biocarburant. *Toute observation est bienvenue.*

2- Pour construire vous-même **le parc de production d'électricité** avec vos hypothèses, [c'est ici](#).

Comparez, ici, [la SNBC en une page](#) et, ici, [un contre-projet](#). Voyez comment produire 900 TWh d'électricité [avec 70 GW](#) ou [94 GW nucléaire](#) – des hypothèses que RTE, jusqu'ici, n'étudie pas.

Deux articles dans la Revue de l'énergie : [Pour une stratégie bas carbone conjointe entre la France et quelques pays d'Afrique](#) ; [la neutralité carbone sans trop de dépenses ni de contraintes](#).